



MOUVAUX
UNE VILLE À VIVRE

2022

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

Contacts :

- **Philippe-Hervé BLOUIN**, Adjoint au Maire chargé des Finances et du Contrôle de gestion (ph.blouin@mouvaux.fr)
- **Gladys MARTIN**, Directrice du Pôle Finances-Commande Publique (g.martin@mouvaux.fr)

Sommaire

| | |
|--|----|
| Introduction | 2 |
| I. LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET LEGISLATIF NATIONAL | 3 |
| A/ Le contexte économique | 3 |
| B/ Les principales tendances sur les finances locales :..... | 3 |
| 1) Des recettes de fonctionnement bouleversées | 3 |
| 2) Et un dynamisme des dépenses de fonctionnement dans un contexte de reprise de l'inflation | 4 |
| 3) Une croissance forte de l'investissement..... | 5 |
| 4) Quel avenir pour les collectivités locales ?..... | 5 |
| C/ La loi de Finances pour 2022..... | 5 |
| II. MOUVAUX : ELEMENTS BUDGETAIRES ET FINANCIERS | 6 |
| A/ Une vision rétrospective 2008 – 2021 | 6 |
| B/ En 2021 (en évolution /compte administratif 2020) | 7 |
| C/ Les prévisions 2022 (/budget 2021) | 11 |
| D/ Structure des effectifs et éléments relatifs à la paye..... | 20 |
| 1) La structure des effectifs..... | 20 |
| 2) Eléments relatifs à la paye | 22 |
| 3) Eléments de rémunération..... | 23 |
| 4) Les heures supplémentaires rémunérées..... | 23 |
| 5) Les avantages en nature..... | 23 |
| 6) La gestion du temps de travail | 24 |
| E/ La structure et la gestion de la dette : l'endettement de notre commune est maîtrisé et notre capacité de désendettement préservée..... | 25 |
| 1) Photographie de la dette..... | 25 |
| 2) L'encours de la dette..... | 26 |
| 1) La capacité de désendettement :..... | 26 |
| F/ Evolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement | 27 |
| 1) Evolution des dépenses réelles de fonctionnement 2022-2026 | 27 |
| 2) Evolution du besoin de financement annuel (emprunts minorés des remboursements de dette)..... | 28 |
| III. PRESENTATION CHIFFREE DES GRANDES EVOLUTIONS DE 2008 A 2026 | 28 |
| A/ Analyse rétrospective 2008-2021 | 28 |
| B/ Analyse prospective 2022-2026..... | 30 |

Sources :

- Note de conjoncture INSEE, déc. 2021
- Projections macro-économiques, Banque de France, déc. 2021
- Note de conjoncture les Finances Locales, tendances 2021, la Banque Postale, oct. 2021
- Presse spécialisée

Introduction

La loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) rend obligatoire, dans les communes de plus de 3.500 habitants, la présentation d'un rapport d'orientations budgétaires (ROB) à l'assemblée dans les deux mois qui précèdent l'examen du budget. Il portera sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels pris par la collectivité, ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Le ROB présentera également la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs.

Par ailleurs, l'article 13 de la loi du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour 2018-2022 (LPFP) prévoit que les communes de plus de 3.500 habitants présentent leurs objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimés en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ainsi que l'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

La présentation de ce rapport donne lieu à débat en Conseil municipal, dont il sera pris acte par une délibération spécifique, qui reste la première étape du cycle budgétaire.

Dans ce cadre, si les documents présentés comportent des données chiffrées, cela ne préjuge en rien des décisions qui seront prises par l'assemblée délibérante de notre commune lors du vote du Budget Primitif 2022 ou des décisions ultérieures.

A ce titre, il convient de noter la difficulté d'appréhender sur une aussi longue période les évolutions possibles des ressources et des charges envisageables dans le cadre d'une prospective à 2026.

En outre, les orientations propres à notre commune ne peuvent pas être déterminées sans tenir compte, non seulement du contexte sanitaire, économique et législatif national mais également du contexte propre à notre Ville.

Concernant la procédure budgétaire déterminée depuis 2003, elle sera poursuivie :

- 1- Détermination du résultat provisoire de l'année écoulée en janvier 2022
- 2- Vote du Budget Primitif 2022 le 30 mars 2022 en intégrant le résultat définitif de l'année 2021

Les données relatives au compte administratif 2021 présentées sont prévisionnelles, et peuvent encore faire l'objet d'ajustements.

I. LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET LEGISLATIF NATIONAL

A/ Le contexte économique

Après une année 2020 rythmée par l'épidémie de COVID19, l'année 2021 constitue une année de reprise avec un taux de croissance estimé à 6,7% (après -8% en 2020), un niveau jamais atteint depuis 52 ans. L'année 2022 devrait être une année tout aussi particulière, la situation sanitaire demeurant d'actualité.

L'INSEE, dans sa note de conjoncture économique du dernier trimestre 2021, anticipe pour la France :

- Une croissance annuelle du PIB de 6,7% par rapport à 2020 ;
- +3% d'acquis de croissance* mi-2022 ;
- 7,8% de taux de chômage au quatrième trimestre 2021 ;
- 1,8% de hausse de pouvoir d'achat pour les ménages français en 2021 mais une baisse de 0,5% prévue sur la première moitié de 2022 en raison de la hausse des prix ;
- La consommation des ménages rejoindrait son niveau d'avant-crise et bondirait de 4,5% en 2021 après une chute de 7,2% en 2020.

* *L'acquis de croissance d'une variable pour une année N correspond au taux de croissance de la variable entre l'année N-1 et l'année N que l'on obtiendrait si la variable demeurait jusqu'à la fin de l'année N au niveau du dernier trimestre connu.*

L'inflation a fortement augmenté, nulle en décembre 2020 (0,0% sur un an), elle s'élève à +2,8% en novembre 2021 selon l'estimation provisoire de l'INSEE. Cette hausse provient essentiellement des prix de l'énergie qui ont nettement augmenté avec la reprise économique.

Enfin, les taux court terme (base Euribor 3 mois) ont été en baisse en 2021 (- 0,379% début 2021, -0,570% début 2022). Ils devraient remonter courant 2022, tout en restant malgré tout négatifs.

B/ Les principales tendances sur les finances locales :

Les conséquences de la crise sanitaire peuvent se lire sur les comptes des collectivités à travers l'évolution de leurs équilibres financiers avec cependant des impacts très différents selon les territoires.

1) Des recettes de fonctionnement bouleversées

En 2021, les recettes de fonctionnement ne subissent plus de changement de périmètre mais leur structure est bouleversée par la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et la réforme des impôts de production. Ces réformes ont entraîné des transferts de fiscalité entre collectivité, par exemple la taxe foncière sur le bâti entre les départements et les communes.

Les recettes fiscales connaissent une évolution de +2,2% pour atteindre les 154,4 milliards d'euros. Malgré cette hausse, les contributions directes reculeraient d'un tiers suite aux différentes réformes. La taxe foncière sur les propriétés bâties perçue entièrement depuis 2021 par les communes et la cotisation foncière des entreprises diminueraient de plus de 3 milliards d'euros à cause de la division par deux des valeurs locatives des locaux industriels. En 2022, cette fiscalité ménage bénéficiera d'une revalorisation des bases supérieures à celle de 2021 en raison du retour de l'inflation.

Les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) enregistrent une hausse importante de l'ordre de 20% et représentent en grande partie la progression des recettes fiscales. S'appuyant sur des taux d'intérêts faibles, le nombre de transactions immobilières atteint des records.

Concernant les ressources provenant de l'Etat, l'enveloppe de dotation globale de fonctionnement reste gelée.

Les redevances pour services rendus qui ont été les recettes les plus impactées par la crise avec un recul de 12,9% en 2020, retrouveraient un niveau plus en adéquation avec celui d'avant crise, mais resteraient encore inférieures de plus de 2% au niveau de 2019. La fermeture de services suite au confinement au printemps 2021 et plus généralement la baisse de fréquentation en sont les principales causes.

2) Et un dynamisme des dépenses de fonctionnement dans un contexte de reprise de l'inflation

Depuis 2018, l'évolution des dépenses de fonctionnement est limitée à +1,2% chaque année par la contractualisation financière avec l'Etat. **Cette clause est suspendue depuis le début de la crise sanitaire.**

En 2021, les dépenses de fonctionnement des collectivités progressent d'environ 2,2% soit la hausse la plus élevée depuis 2014 mais qui résulte d'une reprise d'activité des services interrompus pendant les confinements.

Les charges à caractère général (chapitre 011) atteignent 41,5 milliards d'euros, une progression de 1,3% par rapport à 2019 et de 4,3% par rapport à 2020. Ces dépenses courantes ont repris un rythme à peu près normal en 2021 et s'accompagnent d'un retour de l'inflation pour 2,8%.

Les dépenses de personnel (chapitre 012) progressent de 1,5% et atteignent 68,6 milliards d'euros. Le point d'indice reste pour le moment gelé mais l'indice minimum s'aligne sur le SMIC depuis octobre 2021 et participera à une hausse de la masse salariale tout comme la revalorisation des grilles indiciaires des agents de catégorie C. Enfin, la crise sanitaire toujours d'actualité a aussi accru le recours aux emplois contractuels pour pallier l'absentéisme.

Les subventions et participations versées (chapitre 65) connaissent une augmentation de 3% en lien avec l'inflation mais aussi avec la reprise des activités des associations par exemple.

Enfin, les intérêts de la dette (chapitre 66) poursuivraient leur déclin avec une évolution de -5,2%. Ces dépenses de fonctionnement représentent aujourd'hui un peu moins de 2% des dépenses courantes des collectivités.

3) Une croissance forte de l'investissement

Tous les niveaux des collectivités participent à cette reprise de l'investissement suites aux différents renouvellement des mandats. Une importante reprise de la commande publique est constatée en 2021 par rapport à 2020, et même un volume d'achat supérieur à celui enregistré en 2019 pour les régions et les intercommunalités.

Cependant, les difficultés d'approvisionnement en matières premières pourraient freiner la reprise et entraîner une augmentation des coûts et/ou un report des chantiers devenus trop onéreux.

Cette reprise des investissements est de plus en plus soutenue par des recettes d'investissement en progression de 8,2% et qui atteignent 22,1 milliards d'euros. Principale recette d'investissement, le fonds de compensation de la TVA est en retrait en raison de la diminution des dépenses d'équipement en 2020. En revanche, les dotations d'investissement devraient connaître des évolutions dynamiques, reflétant le soutien qu'apporte l'Etat aux collectivités notamment dans le cadre du Plan de relance.

Les compléments du financement des investissements sont apportés par les nouveaux emprunts qui, avec 20,5 milliards d'euros, représentent plus d'un tiers du financement des dépenses d'investissement. Après avoir connu une forte augmentation en 2020 avec +23,5%, les emprunts seront stables en 2021 avec -0,4%.

4) Quel avenir pour les collectivités locales ?

A l'approche des élections présidentielles mais aussi dans un contexte sanitaire incertain, un questionnement majeur reste en suspens, quel avenir pour la contractualisation financière et la limitation des dépenses de fonctionnement ? Les collectivités locales seront probablement appelées, comme par le passé, à participer au redressement des comptes publics avec des nouvelles contraintes dans l'évolution des dépenses ou une baisse de la participation de l'Etat.

C/ La loi de Finances pour 2022

La loi de finances favorise la croissance économique au risque d'un déficit important qui atteindrait les 153,8 milliards en 2022. Le déficit est en recul après deux années marquées par un budget de crise pour répondre aux conséquences de la pandémie.

Pour les collectivités, la loi de finances pour 2022 prévoit l'expérimentation de la recentralisation du RSA pour les départements volontaires.

L'Etat a également annoncé une compensation intégrale pendant dix ans de la perte de recettes liées à l'exonération de la taxe foncière sur le bâti pour les nouvelles constructions, l'objectif étant de soutenir la relance des constructions des logements sociaux. Les services fiscaux ont été sollicités par la Ville afin de connaître l'impact de cette mesure, les calculs sont en cours.

Pour les ménages et les entreprises, les politiques de baisse d'impôts sont maintenues. La réforme de la taxe d'habitation poursuit son cours pour les 20% des ménages les plus aisés qui bénéficieront d'une exonération de 65%, elle sera supprimée pour tous les contribuables en 2023.

Concernant Mouvaux, l'enveloppe de la dotation globale de fonctionnement reste gelée.

II. MOUVAUX : ELEMENTS BUDGETAIRES ET FINANCIERS

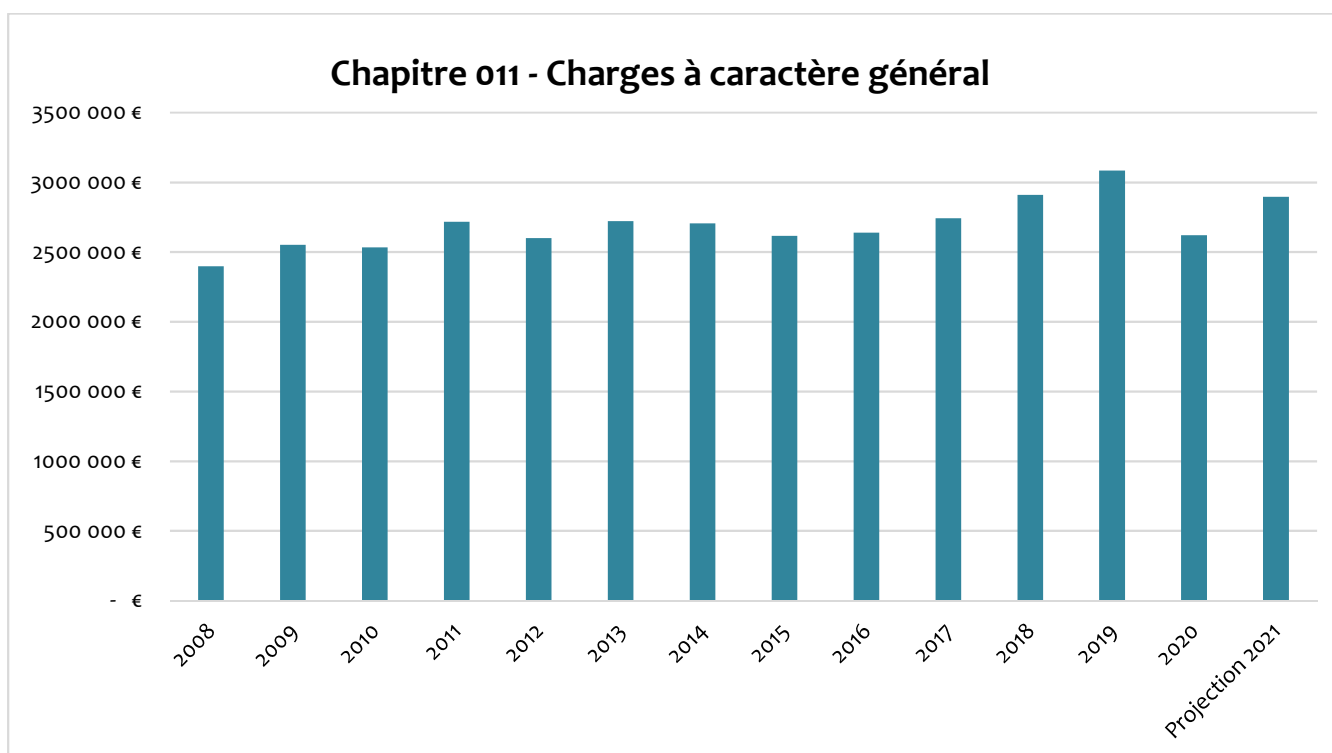
A/ Une vision rétrospective 2008 – 2021

| | Période 2008 -2021 (projection) | | | |
|--|---------------------------------|--------------|---------------------|-------------|
| | 2008 | 2021 | CROISSANCE %/ an | € / an |
| Recettes de gestion (réelles, hors exceptionnelles) | 11 288 486 € | 13 823 458 € | 1,57% | 194 998 € |
| Dépenses de gestion (réelles, hors exceptionnelles) | 9 055 821 € | 12 227 076 € | 2,34% | 243 943 € |
| Charges financières (intérêt payés de la dette) | 389 735 € | 128 312 € | -8,19% | - 20 109 € |
| Virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement | 1 491 953 € | 4 019 771 € | 7,92% | 194 448 € |
| Dépenses d'équipement | 2 736 852 € | 930 774 € | n.s. | n.s. |
| Remboursement en capital de la dette | 1 090 924 € | 5 236 341 € | 12,82% | 318 878 € |
| Encours de dette au 31/12 | 7 950 154 € | 5 973 810 € | -2,17% | - 152 026 € |

B/ En 2021 (en évolution /compte administratif 2020)

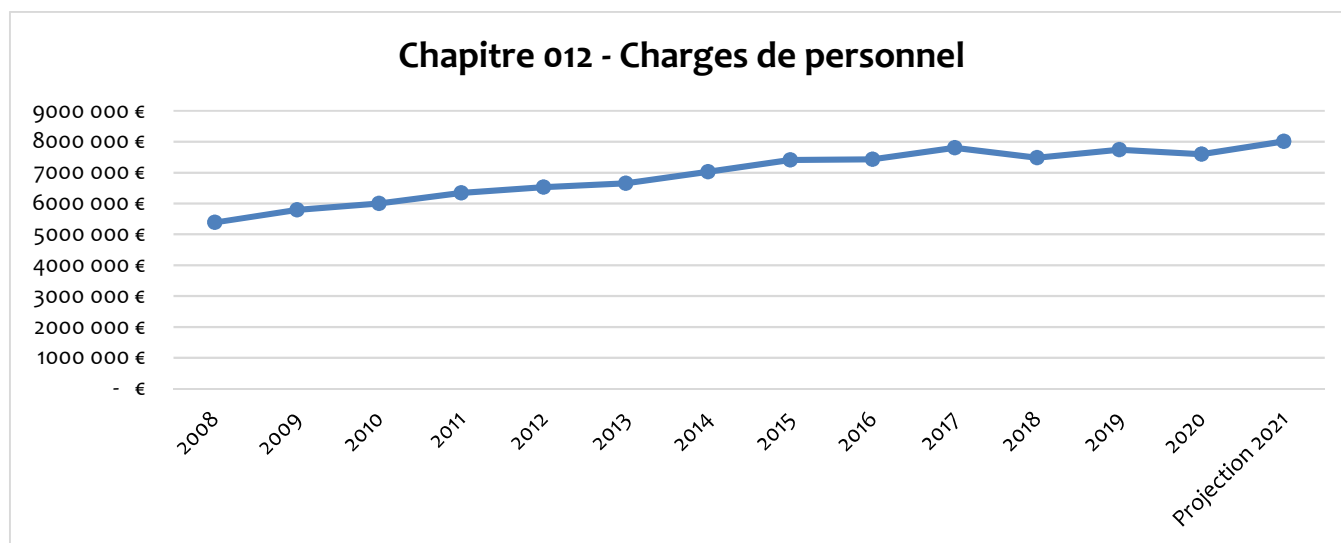
| | | CA 2020 | Projection CA 2021 | CROISSANCE % |
|---------------|--|---------------------|-----------------------|-----------------|
| (1) | Recettes de gestion | 14 086 543 € | 13 825 128 € | -1,86% |
| | Recettes de gestion réelles | 14 082 233 € | 13 823 458 € | -1,84% |
| | Dont 70-Produits des services du domaine et ventes diverses | 1 315 525 € | 1 370 000 € | 4,14% |
| | Dont 73-Impôts et taxes | 9 820 097 € | 10 042 277 € | 2,26% |
| | Dont 74-Dotations et participations | 2 814 336 € | 2 300 857 € | -18,25% |
| | <i>Recettes de gestion d'ordre</i> | 4 310 € | 1 670 € | -61,25% |
| (2) | Dépenses de gestion | 12 005 079 € | 16 788 424 € | 39,84% |
| | Dépenses de gestion réelles | 11 437 357 € | 12 227 076 € | 6,90% |
| | Dont 011-Charges à caractère général (fluides, prestations, fournitures, petit équipement...) | 2 620 154 € | 2 896 815 € | 10,56% |
| | Dont 012-Charges de personnel | 7 596 038 € | 8 012 288 € | 5,48% |
| | Dont 65-Autres charges de gestion courante (subventions aux associations, CCAS, OGE...) | 1 200 421 € | 1 221 692 € | 1,77% |
| | Dont 014-Atténuations de recettes (prélèvement au titre de la loi SRU) | 20 744 € | 96 282 € | 364,14% |
| | <i>Dépenses de gestion d'ordre</i> | 567 722 € | 4 561 347 € | 703,45% |
| (3) = (1)-(2) | Excédent brut de fonctionnement | 2 081 464 € | - 2 963 296 € | -242,37% |
| (4) | 66-Charges financières (intérêts de la dette) | 192 894 € | 128 312 € | -33,48% |
| (5) = (3)-(4) | Capacité d'autofinancement | 1 888 569 € | - 3 091 608 € | -263,70% |
| (6) | 77-Produits exceptionnels | 155 229 € | 4 101 767 € | 2542,41% |
| (7) | 67-Charges exceptionnelles | 22 931 € | 441 842 € | 1826,83% |
| (8) | 78-Reprises sur amortissements et provisions (réel) | - € | 424 665 € | n.s. |
| (9) | 68-Dotations aux amortissements et provisions (réel) | - € | 500 000 € | n.s. |

| | | | | |
|----------------------------|---|--------------------|--------------------|---------|
| (10) = (5)+(6)-(7)+(8)-(9) | Financement propre des investissements | 2 020 867 € | 492 983 € | -75,61% |
| (11) | 002-Excédent antérieur reporté | 2 474 225 € | 3 526 788 € | 42,54% |
| (12) = (10)+(11) | 021-Virement à la section d'investissement | 4 495 092 € | 4 019 771 € | -10,57% |
| (13) | Recettes d'investissement (reports compris) | 2 789 298 € | 8 722 915 € | 212,73% |
| (14) = (12)+(13) | Autofinancement global | 7 284 391 € | 12 742 686 € | 74,93% |
| (15) | Dépenses d'investissements (reports compris) | 3 757 603 € | 10 226 537 € | 172,16% |
| | Dont 16-remboursement en capital de la dette | 1 267 156 € | 5 236 341 € | 313,24% |
| | Dont 001-Déficit d'investissement reporté | 724 432 € | 620 050 € | -14,41% |
| | Dont Dépenses d'équipement (hors reports) | 930 774 € | 1 179 421 € | 26,71% |
| (16) = (14)-(15) | Résultat de clôture | 3 526 788 € | 2 516 148 € | -28,66% |



Après avoir chuté de 15% entre 2019 et 2020 en raison de la crise sanitaire, les charges à caractère général affichent une hausse de 11% en 2021, du fait d'une reprise d'activité des services municipaux (réouverture des écoles, crèches, salles de sport, même si la crise sanitaire a continué à engendrer des fermetures partielles). Ce chapitre, qui comptabilise les prestations de services telles que le nettoyage des locaux,

les frais de restauration, les réparations et maintenances, les fluides, etc. devrait s'établir à près de 2,9M€ en 2021, soit un niveau proche de 2019, dernière « année pleine d'activité ».



La progression de la masse salariale depuis 2008, en moyenne 3,11% par an, s'explique par le développement des services auprès des Mouvallois : création d'une Police Municipale, ouverture de la crèche et développement de l'offre de services globale (création des passerelles au sein de la crèche). L'ouverture de l'Etoile a également conduit au recrutement de deux régisseurs, ainsi que celle de la salle Jean Richmond qui a nécessité le recrutement d'un concierge.

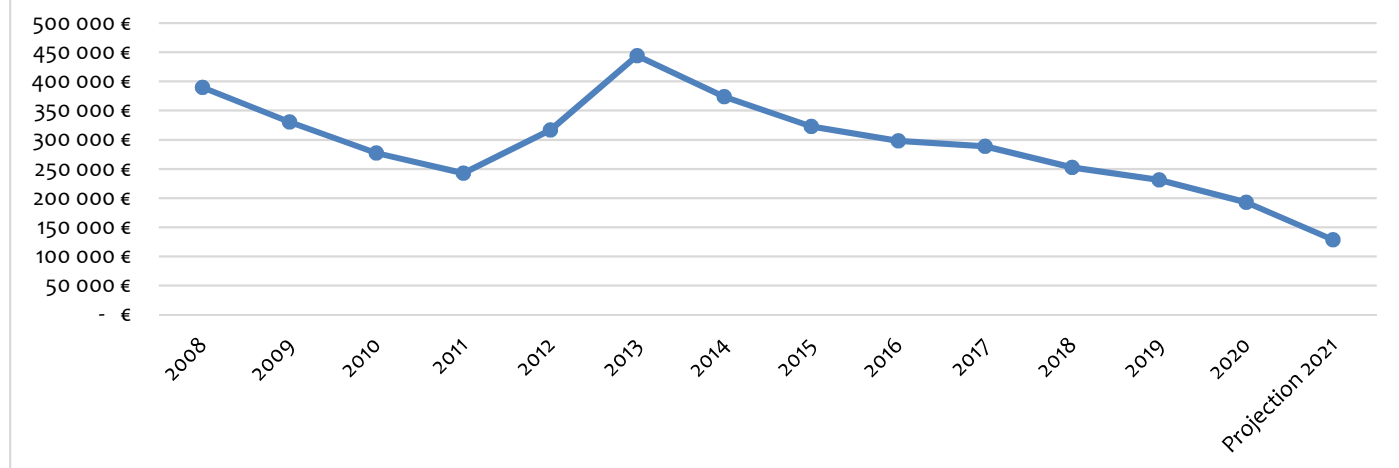
Un poste complémentaire a dû être créé en 2019 au service informatique afin de pallier l'absence d'un agent en congé maladie.

Les **décisions gouvernementales ont aussi eu un impact conséquent sur cette progression** : réformes des rythmes scolaires, augmentation des cotisations de la caisse de retraite des fonctionnaires (CNRACL), PPCR, reclassement des Educatrices de Jeunes Enfants en catégorie A au lieu de B, revalorisation du point d'indice et des grilles d'échelles indiciaires...

En 2018 les charges de personnel ont été réduites en raison de la fermeture de la crèche familiale. En 2019, la masse salariale a connu une augmentation compte tenu notamment du GVT mais aussi de l'extension de la capacité d'accueil des Mercredis Récréatifs et de l'augmentation de la fréquentation des accueils de loisirs.

Les charges de personnel étaient en baisse en 2020 dans le contexte de crise sanitaire et de fermeture partielle des structures. Néanmoins, en 2021, avec une réouverture des structures et un protocole sanitaire d'accueil des enfants renforcé, celles-ci affichent une hausse de 5,48%. Par comparaison à 2019, dernière année de fonctionnement « courant », la hausse est limitée à 3,48%. Le GVT, les remplacements de congé maladie et congé maternité, ainsi que le recrutement de deux policiers municipaux impactent également la masse salariale.

Chapitre 66 - Charges financières



Les charges financières affichent cette année encore une diminution (-33,48%) pour s'établir à 128 312€, compte tenu du contexte de taux bas ainsi que la diminution de l'encours de dette, mais aussi du réaménagement de deux emprunts souscrits en 2011 et 2012 auprès de la banque des Territoires. Ce réaménagement aura permis une économie de 6 415€ en 2021, et plus de 52 000€ sur la durée résiduelle des contrats (échéances 2027 et 2028).

Le résultat de clôture de l'exercice 2021 est évalué à 2 516 148€. Après avoir connu un résultat exceptionnel de plus de 3,5M€ en 2020 du fait de la crise sanitaire et du fonctionnement réduit des services, ayant un impact aussi bien en fonctionnement qu'en investissement, la Collectivité retrouve un résultat proche de l'exercice 2019, qui s'établissait à 2 474 225€.

Le résultat de clôture 2021 est déterminant pour l'équilibre du budget 2022, puisqu'il constitue près de 85% du virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement.

C/ Les prévisions 2022 (/budget 2021)

Le contexte de crise sanitaire, cette année encore, exige de nos services, une capacité d'adaptation et de mobilisation forte. La multiplication des normes engendre, par ailleurs, un risque d'insécurité juridique accru.

Dans ce cadre, il est indispensable de maintenir **une stratégie financière claire** :

- **Contenir la section de fonctionnement pour préserver notre autofinancement.** Cela implique notamment de maîtriser les charges compressibles pour garder un équilibre entre nos recettes et nos dépenses.
- **Garantir le même niveau de subventions** aux associations et aux OGEC.
- **Continuer à investir** : l'entretien de notre patrimoine est une priorité. Les travaux d'aménagement du restaurant scolaire Victor Hugo se poursuivent. Des travaux de rénovation du multi-accueil Noëlle Dewavrin sont également prévus en 2022, ainsi que des frais d'études relatifs à la rénovation de l'école Saint-Exupéry et à l'amélioration de l'accueil en mairie.

2022 voit aussi le lancement du projet de construction de la nouvelle crèche, la Passerelle bébés des Francs étant appelée à déménager.

Il faut également prévoir des aménagements d'espaces verts et de végétalisation, assurer la continuité du fibrage des bâtiments municipaux et l'amélioration de nos systèmes informatiques avec l'acquisition de nouveaux matériels, serveurs et logiciels pour répondre aux enjeux de la dématérialisation.

Les projets initiés en 2021, notamment la construction d'un skatepark et la rénovation du terrain synthétique du stade Baläy s'achèveront courant 2022.

- **Mettre en œuvre une politique de recherche de financement active** auprès des partenaires institutionnels. En 2021, la Ville a obtenu la notification de plus de 325 000 € de subventions d'équipements auprès de la MEL, du Département et de l'Etat.
- **Préserver un niveau d'endettement maîtrisé.** Le remboursement des 4 millions d'euros du prêt relais en janvier 2021, et l'extinction de trois autres emprunts dans le courant de l'exercice, permettent à Mouvaux de retrouver une excellente capacité de désendettement (6 années à fin 2021)

- **Mettre en œuvre les priorités de la Municipalité :**

- L'aménagement et la modernisation de la ville, notamment par la réunification des 3 quartiers de la Ville
- La sécurité
- Le développement durable, l'environnement et le cadre de vie
- La solidarité et le mieux vivre ensemble
- L'entretien du patrimoine municipal

| | BP + DM 2021 | BP 2022 | CROISSANCE % |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| Recettes de gestion | 14 031 743 € | 14 548 300 € | 3,68% |
| Recettes de gestion réelles | 14 011 743 € | 14 528 300 € | 3,69% |
| Dont 70-Produits des services du domaine et ventes diverses | 1 588 000 € | 1 679 420 € | 5,76% |
| Dont 73-Impôts et taxes | 9 873 835 € | 10 320 000 € | 4,52% |
| Dont 74-Dotations et participations | 2 444 908 € | 2 434 450 € | -0,43% |
| Recettes de gestion d'ordre | 20 000 € | 20 000 € | 0,00% |
| Dépenses de gestion | 12 963 184 € | 13 874 024 € | 7,03% |
| Dépenses de gestion réelles | 12 463 184 € | 13 174 024 € | 5,70% |
| Dont 011-Charges à caractère général (fluides, prestations, fournitures, petit équipement...) | 3 060 594 € | 3 381 530 € | 10,49% |
| Dont 012-Charges de personnel | 8 020 000 € | 8 450 000 € | 5,36% |
| Dont 65-Autres charges de gestion courante (subventions aux associations, CCAS, OGE...) | 1 285 590 € | 1 242 494 € | -3,35% |
| Dont 014-Atténuations de recettes (prélèvement au titre de la loi SRU) | 97 000 € | 100 000 € | 3,09% |
| Dépenses de gestion d'ordre | 500 000 € | 700 000 € | 40,00% |
| Excédent brut de fonctionnement | 1 068 559 € | 674 276 € | -36,90% |
| 66-Charges financières (intérêts de la dette) | 150 000 € | 120 000 € | -20,00% |
| Capacité d'autofinancement | 918 559 € | 554 276 € | -39,66% |
| 77-Produits exceptionnels | 62 000 € | 5 000 € | -91,94% |

| | | | |
|--|---------------------|--------------------|----------------|
| 67-Charges exceptionnelles | 467 465 € | 36 000 € | -92,30% |
| 78-Reprises sur amortissements et provisions (réel) | 424 665 € | | n.s. |
| 68-Dotations aux amortissements et provisions (réel) | 500 000 € | 67 000 € | -86,60% |
| Financement propre des investissements | 437 759 € | 456 276 € | 4,23% |
| 002-Excédent antérieur reporté | 3 526 788 € | 2 516 149 € | -28,66% |
| 021-Virement à la section d'investissement | 3 964 547 € | 2 972 425 € | -25,02% |
| Recettes d'investissement (reports compris) | 8 513 311 € | 3 313 607 € | -61,08% |
| Autofinancement global | 12 477 858 € | 6 286 032 € | -49,62% |
| Dépenses d'investissements (reports compris) | 12 477 858 € | 6 286 032 € | -49,62% |
| Dont 16-remboursement en capital de la dette | 5 250 000 € | 850 000 € | -83,81% |
| Dont 001-Déficit d'investissement reporté | 620 050 € | 909 796 € | 46,73% |
| Dont Dépenses d'équipement (hors reports) | 3 706 877 € | 3 096 256 € | -16,47% |
| Résultat de clôture | - € | - € | |

- **Les recettes de gestion 2022**

Les recettes de gestion 2022 (ordre inclus) sont estimées en hausse de 3,68%.

- Les produits des services du domaine et ventes diverses (chapitre 70) sont prévues en hausse de 91 420€, elles intègrent notamment pour 2022 les participations des familles aux classes transplantées à la neige (72 000€) qui n'avaient pas été intégrées au BP 2021, celles-ci ayant été annulées en raison de la crise sanitaire. Pour mémoire, la Ville a redéployé le reste à charge qu'elle aurait dû supporter au titre des classes transplantées à la neige au profit du Plan Numérique des Ecoles.

A ce stade, considérant l'incertitude quant à la forme prise par le remplacement des classes transplantées à la neige 2022, il est décidé de maintenir les écritures budgétaires d'une prestation habituelle. Les inscriptions budgétaires pourront être ajustées lors du vote du BP 2022.

Le chapitre 70 intègre également pour 2022 la hausse tarifaire de la restauration scolaire, en prévision de la compensation du surcoût induit par la loi Egalim.

- Les impôts et taxes (chapitre 73) sont proposés en augmentation de 4,52% (+446 165€)
Le coefficient annuel de revalorisation des valeurs locatives des locaux à usage d'habitation s'établit à +3,4% (indexé sur l'inflation 2021), générant un produit complémentaire de taxe Foncière sur les Propriétés Bâties de 137 000€ au profit de la Commune.

Cette révision annuelle des bases s'applique également à la Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaire (part résiduelle de la TH, soit un produit estimé à 115 000€).

La compensation de la suppression de la Taxe d'Habitation sur les Résidences Principales est inscrite pour un montant équivalent à 2021, soit 2 695 000€, en l'absence de précisions de la part des services fiscaux.

Afin de financer le recrutement de deux policiers municipaux complémentaires en 2022, et de faire face aux augmentations des charges de fonctionnement de la Commune (notamment en ce qui concerne les fluides) non compensées par des dotations de l'Etat en stagnation, il est proposé d'augmenter le taux de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties de 41,27% à 43,27%. Le produit complémentaire est estimé à 240 000 €.

La Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties est estimée pour 2022 à 45 000 €.

Les autres recettes inscrites au chapitre 73 (attribution de compensation et dotation de solidarité communautaire versées par la MEL, FPIC, TCFE, TLPE, DMTO) sont prévues en stabilité.

- Les dotations et participations (chapitre 74) sont estimées en quasi stabilité (-0,43%)

- **Les dépenses de gestion 2022**

Les dépenses de gestion 2022 (ordre compris) sont estimées en hausse de 910 840 €.

Une hausse de 200 000 € tient aux écritures d'ordre, qui s'équilibrent en recettes d'investissement, afin d'anticiper la variation de la dotation aux amortissements induite par la correction en cours de l'actif de la Ville.

Les dépenses réelles sont en augmentation de 710 840 €.

- Les charges à caractère général (chapitre 011) présentent une variation de + 320 936 € par rapport à 2021, en raison notamment de :
 - ⇒ L'inscription des dépenses des classes transplantées à la neige : + 154 420 €
 - ⇒ Le surcout de la restauration scolaire (loi Egalim) : + 50 000 €
 - ⇒ L'augmentation du coût des fluides : les prévisions sont ajustées en fonction du réalisé 2021 (eau : + 10 000 €, gaz : + 36 000 €, électricité : + 20 000 €)
 - ⇒ Régularisation de l'assurance dommage-ouvrage de l'Etoile : prévision de + 25 000 €
 - ⇒ Réinscription des crédits séjours vacances et mini-camps dont une partie avait été redéployée en DM n°2 de 2021 : + 28 000€

- Les charges de personnel (chapitre 012) sont en augmentation de 430 000 €, afin d'intégrer :
 - ⇒ Le recrutement de deux policiers municipaux + effet « année pleine » des recrutements 2021 : + 87 000 € (hors frais de formation et d'habillement comptabilisés au chapitre 011)
 - ⇒ Le passage de 0,5 ETP à 1 ETP de l'agent de prévention sécurité bâtiments (départ en retraite de l'agent actuellement à mi-temps) : +20 000€
 - ⇒ Indemnité de fin de contrat des agents contractuels FPT : + 20 000€
 - ⇒ Augmentation du SMIC entraînant une augmentation de l'Indice Majoré minimum de la fonction publique : + 135 000 € (augmentation de 2021 = 65 000€, prévision d'inflation 2022 = 70 000€)
 - ⇒ GVT (avancements de grades et d'échelons 2022 + 2021 effet « année pleine ») : + 55 000€
 - ⇒ Enveloppe CIA 2022 : + 16 500€
 - ⇒ Provision recours intérim : + 12 000€
 - ⇒ Fonctionnement courant des centres de loisirs : + 50 000 € (cf. Centres de loisirs Pâques 2021 en service minimum)
 - ⇒ Remplacements congés maladie et maternité : 72 000 €

- Les autres charges de gestion courante (chapitre 65) sont en diminution de 43 096 € :
 - ⇒ Participation communale aux écoles privées : - 15 000 € en raison d'une baisse d'effectifs
 - ⇒ Auparavant inscrits au chapitre 65, les crédits permettant de couvrir les créances irrécouvrables et admission en non-valeur doivent être inscrits en Provision pour risque de dépréciation des comptes de tiers, au chapitre 68 (15 000 €)
 - ⇒ Redevances informatiques : - 3 000 €
 - ⇒ Subventions aux commerçants : il n'est pas prévu à ce stade de reconduire la subvention exceptionnelle de 5 000 € versée en 2021

- **Les charges financières 2022 (chapitre 66)**

Considérant la réduction de l'encours de dette (-47% entre 2020 et 2021) et le réaménagement des emprunts Banque des Territoires (- 14 000 € d'économie d'intérêts en 2022), l'enveloppe allouée aux intérêts de la dette peut être réduite de 30 000 €.

Cette prévision intègre malgré tout une éventuelle hausse du taux du Livret d'Epargne Populaire (emprunts Banque des Territoires), celui-ci étant assis sur le Livret A (Livret A + 0,50%), lui-même partiellement indexé sur l'inflation.

- **Les dépenses exceptionnelles et les dotations aux amortissements et provisions**

- Les dépenses exceptionnelles (chapitre 67) sont en très nette diminution par rapport en 2021 (-431 465 €) car ce chapitre comptabilisait le reversement des indemnités dans le cadre du contentieux toiture Lucie Aubrac.

En 2022, ce chapitre enregistre l'enveloppe de 10 000 € allouée au financement des alarmes anti-intrusions, celle allouée au financement des composteurs (1 000 €) ainsi que 15 000 € de provision d'annulation de titre (annulations comptables et remboursements aux familles), et 10 000 € de participation de la Ville pour les centres de loisirs des enfants du personnel communal et des séjours enfants mouvallois.

- Le chapitre 68 (dotations aux amortissements et provisions) affiche une très nette diminution car l'exercice 2021 enregistrait la constitution de la provision pour risque dans le cadre du contentieux de l'Etoile.

En 2022, ce chapitre totalise deux provisions :

- ⇒ Une provision de 52 000 € afin de couvrir le risque de non recouvrement des frais engagés par la Ville en 2021 du 5 rue Gambetta (opérations pour compte de tiers), car une procédure de « bien sans maître » a été initiée fin 2021. La Ville devrait à terme récupérer le terrain, mais pas le remboursement des dépenses qu'elle a engagées, la succession étant vraisemblablement sans suite.
- ⇒ La provision de 15 000 € susmentionnée au titre des créances irrécouvrables (provision pour dépréciation des comptes de tiers sollicitée par le comptable public)

- **Les recettes exceptionnelles et les reprises sur provisions**

- Le chapitre 77 – recettes exceptionnelles n'est crédité que de 5 000€ en prévision de remboursements d'assurances
- Le chapitre 78 qui enregistre les reprises sur provisions n'est pas crédité en 2022, puisque l'issue du contentieux Etoile n'est à ce jour pas fixée. Pour mémoire, en 2021 il comptabilisait les reprises sur provisions dans le cadre du contentieux toiture Lucie Aubrac.

Compte tenu de ces prévisions, le financement propre des investissements (id est la différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement de l'exercice, hors reprise du résultat antérieur), s'élève à 456 276€, soit un montant légèrement supérieur à 2021 (+ 18 517€).

A ce financement propre des investissements s'ajoute l'excédent antérieur reporté (compte 002), d'un montant prévisionnel de 2 516 149€ (soit un million de moins qu'en 2021) pour constituer le virement à la section d'investissement (chapitre 021). Le virement 2022 atteint 2 972 425 €.

- **Les recettes d'investissement**

Les recettes d'investissement 2022 sont en très nette diminution par rapport à 2021 car la cession de la Carrière des Prés en 2021 a constitué une recette exceptionnelle d'investissement (4 070 000 €).

Le FCTVA est également estimé en baisse (- 180 000 €) car il sera assis sur les dépenses d'équipement 2020, celles-ci ayant atteint un point bas (930 774 €) en raison de la crise sanitaire.

Les prévisions de subventions sont néanmoins en hausse avec l'inscription en 2022 de plusieurs subventions notifiées fin 2021 :

- 27 188 € du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (vidéoprotection)
- 78 000 € de subventions départementales pour le skate park et la fosse de gymnastique
- 9 460 € de fonds de concours vidéoprotection de la MEL

Enfin, sont inscrites les opérations d'ordre suivantes :

- Chapitre 041 – opérations patrimoniales (100 000 €)
- Chapitre 040 – opérations d'ordre de transfert entre sections (dotations aux amortissements : 700 000 €)

Le cumul du virement à la section d'investissement et des recettes d'investissement constitue l'autofinancement global, qui est estimé à 6 286 032 €.

- **Les dépenses d'investissement**

Les dépenses d'investissement sont donc estimées à 6 286 032 €.

Le remboursement en capital de la dette est estimé à 850 000€, soit 4,4M€ de moins qu'en 2021, en raison du remboursement de l'emprunt-relai et de l'extinction de trois prêts en 2021.

Les dépenses d'équipement nouvelles sont inscrites à hauteur de 3 096 256 €, en baisse de 610 621 € par rapport à 2021.

Sont ainsi prévus en 2022 :

SPORT : 1 115 000 €, dont :

- Construction du Boulodrome : 250 000 € (frais d'acquisition du terrain : 150 000 €, frais d'études : 100 000€)

- Construction du Skate park : 340 000 € (travaux : 330 000€, achat d'équipement le nettoyage : 10 000 €)
- Rénovation du terrain synthétique Stade Balaÿ : 500 000 € (frais d'études : 50 000 €, travaux : 450 000 €)
- Maîtrise d'œuvre travaux de toiture COUBERTIN : 15 000 €

PETITE ENFANCE : 464 000 €, dont :

- Construction de la nouvelle crèche : 310 000 € (frais d'acquisition du terrain : 300 000 €, frais d'études : 10 000 €)
- Divers travaux de rénovation crèche Noëlle Dewavrin : 122 000€ (rénovation cour extérieure, sols souples, rénovation laverie, travaux électriques
S'ajoutent à cela 32 060€ alloués à l'achat de mobilier et de matériel dans les structures d'accueil petite Enfance, afin de renouveler le matériel vieillissant et mettre en place un projet d'itinérance ludique.

ECOLEES : 351 000 €, dont :

- Extension du restaurant scolaire : 217 000 € (fin des travaux engagés en 2021)
- Divers travaux et équipements dans les écoles et restaurants scolaires :
 - ⇒ Rénovation local dortoirs - Maternelle Victor Hugo : 25 000 €
 - ⇒ Rénovation bureau direction - Maternelle Victor Hugo : 3 000 €
 - ⇒ Réfection de l'adduction d'eau potable - Elémentaire Victor Hugo : 15 000 €
 - ⇒ Visiophonie - Maternelle St Exupéry : 3 000€
 - ⇒ Visiophonie - Groupe Scolaire Lucie Aubrac : 6 000€
 - ⇒ Equipements écoles (mobilier, matériel de nettoyage) : 11 000 €
 - ⇒ Carrelage des murs cuisine - Rest. scolaire Jeanne d'Arc : 15 000 €
 - ⇒ Renouvellement matériel de restauration : 12 000 €
 - ⇒ Achat tablettes pointage restauration scolaire : 3 500 €
- Maîtrise d'œuvre Toiture + Plan de Relance Energétique Saint Exupéry Elémentaire : 30 000 €
- Etudes végétalisation des cours d'écoles publiques : 10 000 €

SECURITE : 94 010 €, dont

- Achat véhicule Police Municipale : 35 000 €
- Aménagement locaux : 19 310€
- Armement nouveau agents : 2 300€
- Réseau de vidéoprotection : 35 000 €

CIMETIERE : 103 150€, dont :

- Végétalisation : 20 000 €
- Mobilier, bancs, etc. : 10 000 €
- Aménagement zone cave-urnes : 10 000 €
- Colombarium : 9 000 €
- Reprise administrative des concessions : 8 000 €
- Achat d'un microtracteur : 30 000 €
- Travaux local technique : 15 000 €

ESPACES VERTS : 178 000 €, dont :

- Plantation d'arbres et de haies, étude phytosanitaire : 15 000 €
- Aménagement bassin parc de la Mairie : 25 000 €
- Aménagement des espaces verts : 20 000 €
- Rénovation des aires de jeux / aires de sport : 20 000 €
- Carport Parc du Hautmont : 20 000 €
- Pompes pour les étangs du Parc du Hautmont : 40 000 €
- Achat d'un tracteur fermette du Hautmont : 30 000 €
- Divers matériels espaces verts : 15 000 €

DIVERS

- Travaux de rénovation dans les églises : 20 000 €
- Réfection faux plafonds + éclairage LED salle Bercker : 10 000€
- Menuiseries extérieure divers bâtiments municipaux : 20 000 €
- Rénovations installations électriques divers bâtiments municipaux : 10 000 €
- Achat véhicule propreté urbaine : 25 000 €
- Budgets des Conseils de Quartier : 30 000 €
- Divers logiciels (dont changement Espace Familles et Services techniques) : 57 500 €
- Investissements informatiques et fibrage : 147 500 €
- Voirie / viabilité hivernale : 13 500 €
- Illuminations festives : 10 000 €
- Subventions aux bailleurs sociaux en déduction de la pénalité SRU : 90 000 €

D/ Structure des effectifs et éléments relatifs à la paye

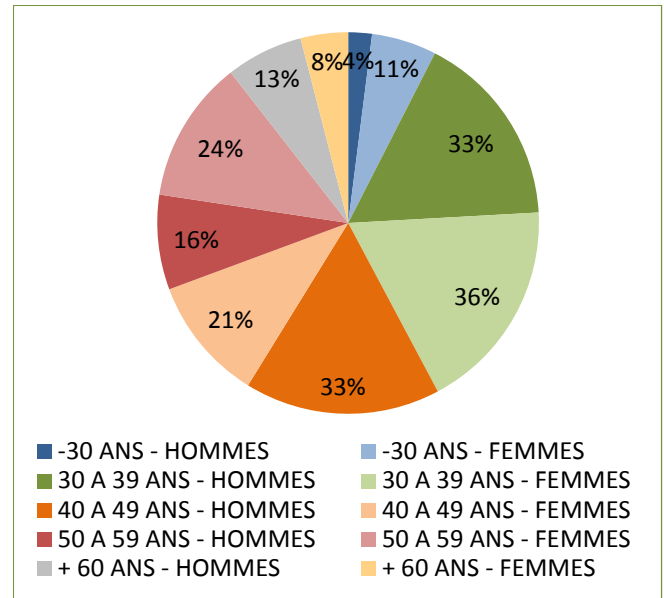
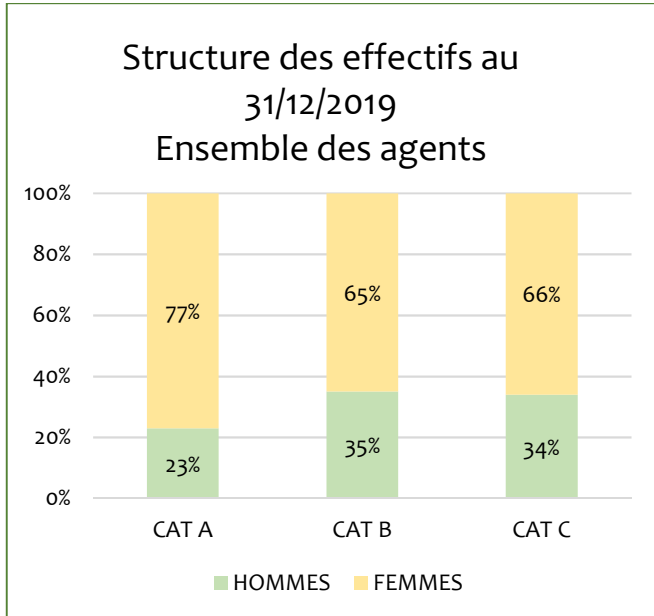
1) La structure des effectifs

Situation au 31/12/2019

- 177 titulaires & stagiaires (+7)

- 148 non titulaires (-6)

- sur les 177 titulaires

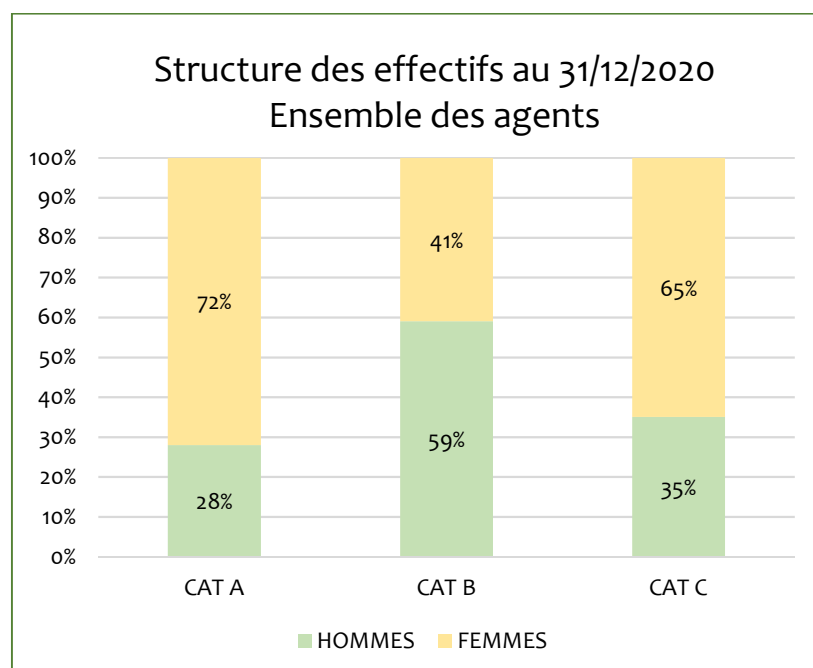


L'inversion de la proportion femmes / hommes en 2019 en catégorie A est liée au passage de la catégorie B à la catégorie A, au 1er février 2019, des Educateurs territoriaux de Jeunes Enfants, qui à Mouvaux, sont exclusivement des femmes.

Situation au 31/12/2020

- 178 titulaires & stagiaires (+1)

- 131 non titulaires (-17)



➔ En moyenne, les agents de la collectivité ont 45 ans

| Âge moyen* des agents permanents | |
|-------------------------------------|--------------|
| Fonctionnaires | 45,32 |
| Contractuels permanents | 36,32 |
| Ensemble des permanents | 44,54 |

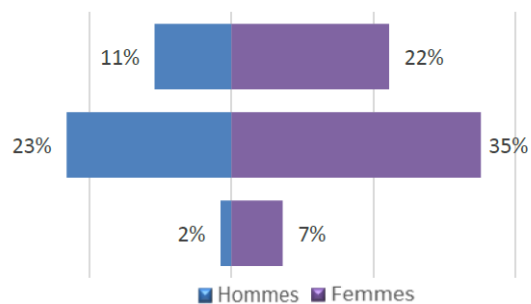
de 50 ans et +

de 30 à 49 ans

| Âge moyen* des agents non permanent | |
|--|-------|
| Contractuels non permanents | 32,55 |

de - de 30 ans

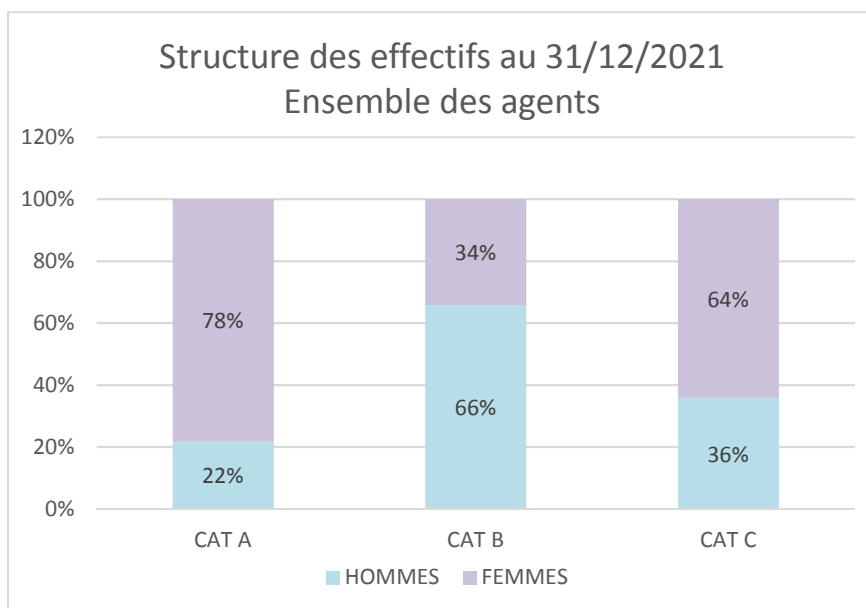
Pyramide des âges
des agents sur emploi permanent



* L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge

Situation au 31/12/2021

- 181 titulaires & stagiaires (+3)
- 138 non titulaires (+7)



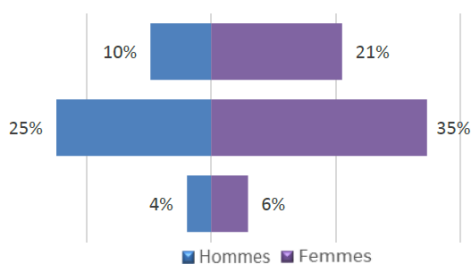
➔ **En moyenne, les agents de la collectivité ont 44 ans**

| Âge moyen* des agents permanents | |
|-------------------------------------|--------------|
| Fonctionnaires | 44.74 |
| Contractuels permanents | 36.83 |
| Ensemble des permanents | 44.16 |

| Âge moyen* des agents non permanent | |
|--|-------|
| Contractuels non permanents | 32.33 |

de 50 ans et +
de 30 à 49 ans
de - de 30 ans

Pyramide des âges
des agents sur emploi permanent



* L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge

Les recrutements prévus dans les années à venir seront des remplacements de postes devenus vacants et les départs ne sont pas systématiquement remplacés, à l'exception du renforcement des effectifs de la police municipale (+4 ETP en 2021 et 2022) et du service Entretien des Espaces Publics (+1 ETP). De plus, une attention toute particulière est portée au reclassement de personnel.

2) Éléments relatifs à la paye

- Situation au 31/12/2019

7,7 millions d'euros de masse salariale (+0,3) : 2,1 millions d'euros de charges patronales + 5,6 millions d'euros de traitement (+0,3) (dont 1,1 million d'euros de charges salariales). Soit 4,5 millions nets à payer virés sur les comptes des agents. Cela représente environ 361 paies par mois (+19) et 547 personnes payées au cours de l'année (-4).

- Situation au 31/12/2020

7,473 millions d'euros de masse salariale : 2,04 millions d'euros de charges patronales + 5,439 millions d'euros de traitement (dont 1,07 million d'euros de charges salariales). Soit 4,374 millions nets à payer virés sur les comptes des agents. Cela représente environ 350 paies par mois (-11) et 444 personnes payées au cours de l'année (-103).

- Situation au 31/12/2021

7,757 millions d'euros de masse salariale : 2,13 millions d'euros de charges patronales + 5,024 millions d'euros de traitement (dont 1,105 million d'euros de charges salariales). Soit 4,529 millions nets à payer virés sur les comptes des agents. Cela représente environ 351 paies par mois (+1) et 446 personnes payées au cours de l'année (+2).

3) Éléments de rémunération

| | Projection compte administratif 2021 |
|--|--------------------------------------|
| 6331 – versement de transport | 86 138,25 € |
| 6332 – cotisations versées au F.N.A.L. | 21 330,67 € |
| 6336 – cotisations CNFPT et centre de gestion | 76 783,85 € |
| 6338 – autres impôts, taxes... sur rémunérations | 12 291,50 € |
| 64111 – rémunération principale | 3 454 219,38 € |
| 64112 – NBI, SFT et indemnité de résidence | 151 960,24 € |
| 64118 – autres indemnités | 802 697,70 € |
| 64131 - rémunérations | 1 182 231,44 € |
| 64138 – autres indemnités | 132 581,31 € |
| 6417 - rémunérations des apprentis | 15 210,96 € |
| 6451 – cotisations à l'U.R.S.S.A.F. | 811 542,22 € |
| 6453 – cotisations aux caisses de retraite | 1 109 388,92 € |
| 6454 – cotisations aux A.S.S.E.D.I.C. | 51 852,58 € |

4) Les heures supplémentaires rémunérées

Concernant les heures supplémentaires, la collectivité privilégie leur récupération plutôt que le paiement. Il est prévu un maximum de 25 heures supplémentaires par agent par mois.

En cas de paiement, les 14 premières heures sont majorées de 25%. Les 11 heures suivantes sont majorées de 27%.

Sauf les heures de dimanches et jours fériés, majorées des 2/3 et les heures de nuit (22h-7h) majorées de 100%.

5) Les avantages en nature

- **Logements concédés par nécessité absolue de service** : gratuité du logement nu – Délibération d'octobre 2019

Nécessité absolue pour des raisons de sûreté, de sécurité et de responsabilité.

| EMPLOI | DESIGNATION | ADRESSE |
|-----------------------------|-----------------------------|------------------------|
| Adjoint Technique Concierge | Salle Bercker | 574, rue de Tourcoing |
| Adjoint Technique Concierge | Fermette du Hautmont | 11 Allée du Parc |
| Adjoint Technique Concierge | Complexe Sportif | Rue Mirabeau |
| Adjoint Technique Concierge | Espace Multi Sports | Rue des écoles |
| Adjoint Technique Concierge | L'étoile – Scène de Mouvaux | Place du cœur de ville |

-Logement concédé avec un bail précaire et révocable : l'agent doit s'acquitter de 50 % de la valeur locative réelle du logement – Délibération de février 2016.

| EMPLOI | DESIGNATION | ADRESSE |
|-----------------------------|----------------|----------------------|
| Adjoint Technique Concierge | Hôtel de Ville | 42, Boulevard Carnot |

-Véhicule de fonction : 1 véhicule Renault Scénic attribué à la Directrice Générale des Services.

6) La gestion du temps de travail

Au 1^{er} janvier 2022, mise en application de la loi 2019-828 du 6 août 2019 portant transformation de la fonction publique, modifiant l'article 7-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant statut de la fonction publique territoriale pour se conformer au temps de travail annuel légal.

Le temps de travail des agents à temps complet passe de 1573 à 1607 h / an (+34 h).

Les agents non annualisés à temps complet travailleront 36 h / semaine et bénéficieront en contrepartie de 6 jours de Récupération du Temps de Travail (RTT) / an. Les cadres effectueront 38 h de travail / semaine et bénéficieront de 18 jours de RTT.

Les RTT des agents à temps partiel sont proratisées au regard de la quotité travaillée. Le temps de travail des agents à temps non complet étant inférieur au temps de travail légal, ils ne bénéficient pas de RTT.

Les agents annualisés à temps complet travailleront 1607 h / an et n'ouvrent donc pas droit aux RTT.

Les agents du pôle Espace Famille, Petite Enfance, Vie Scolaire, Jeunesse et Sport, du service Action Culturelle et Animation, de l'Ecole Municipale de Musique, de l'Ecole de Mode & Couture et de la Police Municipale sont annualisés.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, un logiciel de gestion automatisé du temps de travail a été mis en place, avec un principe de plages fixes / variables pour les services dont les obligations de service public le permettent.

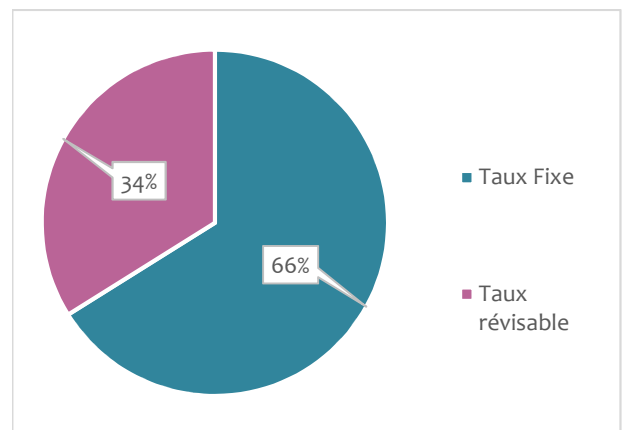
E/ La structure et la gestion de la dette : l'endettement de notre commune est maîtrisé et notre capacité de désendettement préservée

La gestion financière parvient à concilier une politique d'investissement forte et ambitieuse avec un endettement maîtrisé et une capacité de désendettement préservée.

Les efforts consentis par tous les acteurs et services municipaux sur les dépenses de fonctionnement ces dernières années ont porté leurs fruits jusqu'à présent. La stratégie financière menée, préserver notre autofinancement pour financer nos investissements, a fonctionné, les objectifs ont été atteints. Il reste que l'autofinancement sera forcément réduit avec l'effet ciseaux (baisse des recettes, maintien ou augmentation des dépenses).

1) Photographie de la dette

- **5 emprunts** en cours au 01/01/2022
- Tous classifiés en **1A (charte Gissler)**
- **3 emprunts à taux fixe**
- **2 emprunts à taux révisable** indexés sur le livret A
- **une extinction de la dette au 01/01/2031**, soit 10 ans
- **une capacité de désendettement de 6,08 ans** au 31/12/2021.
- un **taux moyen au 31/12/2021 de 1,74%**



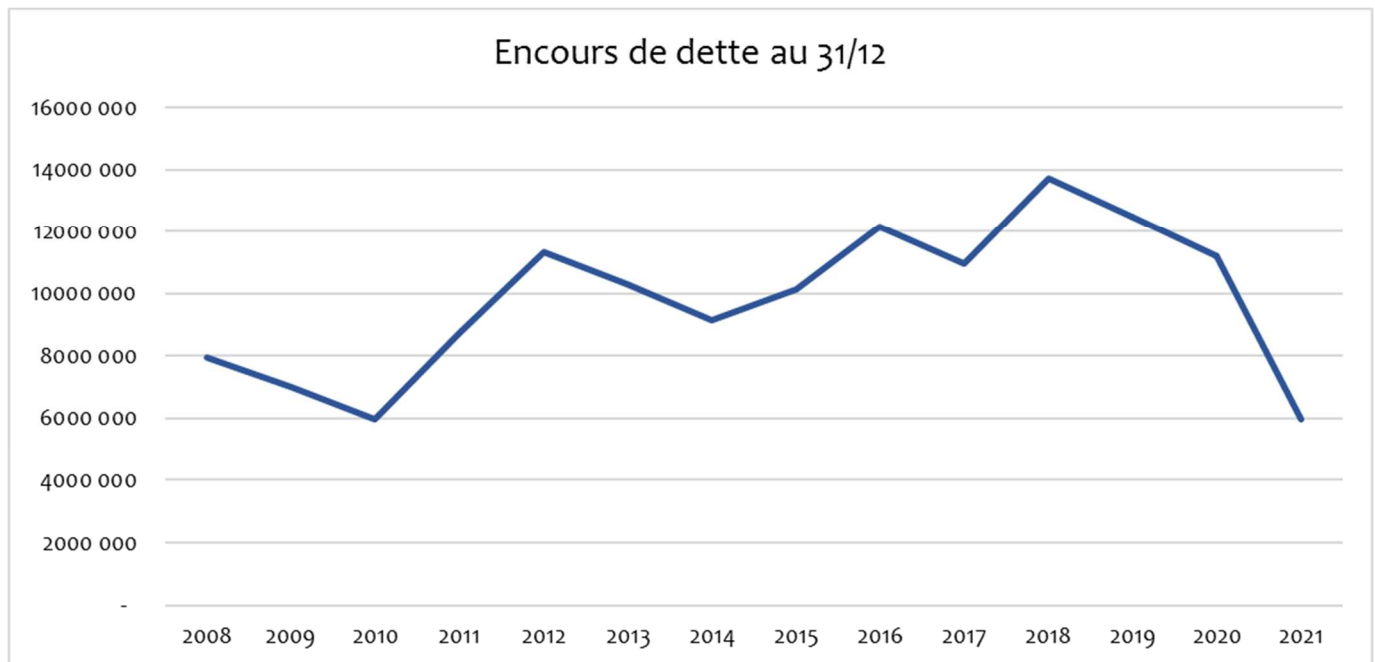
- ⇒ Dette à taux fixe : taux moyen de 1,83%
- ⇒ Dette à taux révisable : taux moyen de 1,55%
- ⇒ (contre 1,89% au 31/12/2020 pour l'ensemble des collectivités, *Baromètre Finance Active 2021*)

2) L'encours de la dette

A Mouvaux, l'encours de la dette au 31/12/2021 était de 447€ par habitant.

Le capital de la dette de la commune était au 31/12/2021 de 5 973 809,70€.

Il y a eu un recours à un emprunt de court terme en 2018 (prêt-relais) dans l'attente de la recette liée à la cession de la Carrière des Prés. Cet emprunt a été remboursé en janvier 2021. Depuis, la Ville n'a plus eu recours à l'emprunt.



1) La capacité de désendettement :

- était au 01/01/1998 de 11 ans
- était au 31/12/2008 de 5,8 ans
- était au 31/12/2010 de 2,8 ans
- était au 31/12/2012 de 4,2 ans
- était au 31/12/2014 de 4,7 ans
- était au 31/12/2016 de 4,7 ans
- était au 31/12/2018 de 6,4 ans
- était au 31/12/2020 de 4,3 ans
- est au 31/12/2021 de 6,08 ans (la recette exceptionnelle de la cession de la Carrière des Prés n'a pas été prise en compte dans le calcul, quand bien même elle est comptabilisée en recette de fonctionnement)

La provision pour risque de l'Etoile comptabilisée en 2021 au chapitre 68 pour 500 000€ entre dans le calcul de l'épargne brute. **Sans cette dépense exceptionnelle, la capacité de désendettement 2021 atteindrait 4,03 ans.**

F/ Evolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement

Le Gouvernement a suspendu dès le premier confinement 2020 l'exécution des contrats financiers dits de Cahors en application de la Loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022, néanmoins, le Rapport d'orientations Budgétaires doit toujours faire mention des éléments relatifs à l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement annuel.

1) Evolution des dépenses réelles de fonctionnement 2022-2026

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Charges à caractère général | 3 381 530 € | 3 422 108 € | 3 463 174 € | 3 504 732 € | 3 546 789 € |
| Charges de personnel | 8 450 000 € | 8 551 400 € | 8 654 017 € | 8 757 865 € | 8 862 959 € |
| Autres charges de gestion courante | 1 270 000 € | 1 270 000 € | 1 270 000 € | 1 270 000 € | 1 270 000 € |
| Charges financières | 120 000 € | 100 000 € | 105 000 € | 115 000 € | 110 000 € |
| Charges exceptionnelles <i>(retraitées des écritures de reversements d'indemnités au titre des contentieux en 2021)</i> | 36 000 € | 15 000 € | 15 000 € | 15 000 € | 15 000 € |
| TOTAL des dépenses entrant dans le champ de la LPFP 2018-2022 | 13 257 530 € | 13 358 508 € | 13 507 190 € | 13 662 597 € | 13 804 748 € |
| Variation annuelle | <i>5,58%</i> | <i>0,76%</i> | <i>1,11%</i> | <i>1,15%</i> | <i>1,04%</i> |

Considérant la progression des charges de personnel (indexation du SMIC sur l'inflation, GVT et renforcement de la Police Municipale notamment), ainsi que l'évolution des charges à caractère générale, les dépenses réelles de fonctionnement sont anticipées en hausse de 5,58% entre 2021 et 2022. Cette hausse s'explique outre les obligations réglementaires (loi Egalim notamment) et contractuelles (clauses d'indexation des contrats, inflation), par la prise en compte d'une année de fonctionnement courant, alors que le budget 2021 a été encore marqué par la crise sanitaire.

A compter de 2023, les prévisions sont établies sur une progression des charges à caractère général et des charges de personnel de +1,2%.

Les prévisions de charges financières intègrent un recours à l'emprunt de 2 millions d'euros lissé sur 2023 et 2024 (cf. prospective détaillée plus bas).

2) Evolution du besoin de financement annuel (emprunts minorés des remboursements de dette)

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|------------------------------|---------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Emprunts nouveaux | | | 500 000 € | 1 500 000 € | | |
| Amortissement annuel | 5 236 341 € | 850 000 € | 875 000 € | 925 000 € | 975 000 € | 975 000 € |
| Besoin de financement annuel | - 5 236 341 € | - 850 000 € | - 375 000 € | 575 000 € | - 975 000 € | - 975 000 € |

Il y a désendettement, quand la ville rembourse davantage de dette qu'elle n'en souscrit. Le besoin de financement est donc négatif.

Mouvoux s'est désendettée de plus de 5,2 millions € en 2021. En 2022, elle se désendettera encore de 850 000€.

Comme expliqué plus haut, la prospective fait apparaître un besoin d'emprunt de 2 millions d'euros entre 2023 et 2025, il est donc ici proposé de recourir à l'emprunt en 2023 et 2024.

Sur la période 2022 -2026, la ville remboursera 4,6 millions € d'emprunt, et empruntera 2 millions €, elle restera donc en situation de désendettement.

III. PRESENTATION CHIFFREE DES GRANDES EVOLUTIONS DE 2008 A 2026

A/ Analyse rétrospective 2008-2021

Les éléments présentés ci-dessous reprennent les principaux agrégats financiers. Le détail des écritures peut être consulté dans les comptes administratifs.

Les éléments relatifs à l'exercice 2021 sont encore à ce stade prévisionnels et sont susceptibles de modification.

| | CA 2008 | CA 2009 | CA 2010 | CA 2011 | CA 2012 | CA 2013 | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | PROJECTION CA 2021 |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-----------------------|
| Analyse des comptes M14 en Euros | | | | | | | | | | | | | | |
| RECETTES DE GESTION | 11 288 486 | 11 699 947 | 12 660 966 | 12 827 691 | 13 342 222 | 13 593 062 | 13 642 449 | 13 602 930 | 14 106 283 | 13 773 371 | 13 938 489 | 14 103 419 | 14 086 543 | 13 825 128 |
| | 4,24% | 3,64% | 8,21% | 1,32% | 4,01% | 1,88% | 0,36% | -0,29% | 3,70% | -2,36% | 1,20% | 1,18% | -0,12% | -1,86% |
| Hors Mouvements d'ordre | 11 288 486 | 11 699 947 | 12 660 966 | 12 814 232 | 13 341 387 | 13 592 227 | 13 642 449 | 13 599 976 | 14 105 448 | 13 773 371 | 13 934 191 | 14 102 584 | 14 082 233 | 13 823 458 |
| | 4,43% | 3,64% | 8,21% | 1,21% | 4,11% | 1,88% | 0,37% | -0,31% | 3,72% | -2,35% | 1,17% | 1,21% | -0,14% | -1,84% |
| DEPENSES DE GESTION | 9 312 986 | 9 901 758 | 10 097 507 | 10 696 728 | 10 710 339 | 11 049 002 | 11 318 720 | 11 616 628 | 11 868 861 | 12 103 392 | 11 941 529 | 12 445 841 | 12 005 079 | 16 788 424 |
| | 7,46% | 6,32% | 1,98% | 5,93% | 0,13% | 3,16% | 2,44% | 2,63% | 2,17% | 1,98% | -1,34% | 4,22% | -3,54% | 39,84% |
| Hors Mouvements d'ordre | 9 055 821 | 9 625 456 | 9 793 275 | 10 352 599 | 10 332 176 | 10 5 82 839 | 11 056 934 | 11 312 019 | 11 282 481 | 11 846 750 | 11 628 931 | 12 107 901 | 11 437 357 | 12 227 076 |
| | 7,31% | 6,29% | 1,74% | 5,71% | -0,20% | 2,43% | 4,48% | 2,31% | -0,26% | 5,00% | -1,84% | 4,12% | -5,54% | 6,90% |
| Excédent brut de fonctionnement | 1 975 500 | 1 798 189 | 2 563 458 | 2 130 963 | 2 631 883 | 2 544 060 | 2 323 729 | 1 986 302 | 2 237 422 | 1 669 980 | 1 996 960 | 1 657 578 | 2 081 464 | -2 963 296 |
| | -8,66% | -8,98% | 42,56% | -16,87% | 23,51% | -3,34% | -8,66% | -14,52% | 12,64% | | | | | |
| Produits financiers (76) | 14 018 | | | | | | | | | | | | | |
| | 6,57% | | | | | | | | | | | | | |
| Charges financières (66) | 389 735 | 330 410 | 277 457 | 242 475 | 316 776 | 444 253 | 373 658 | 317 876 | 298 024 | 288 571 | 252 587 | 231 064 | 192 894 | 128 312 |
| | 5,65% | -15,22% | -16,03% | -12,61% | 30,64% | 40,24% | -15,89% | -14,93% | -6,25% | -3,17% | -12,47% | | | |
| Capacité d'autofinancement | 1 599 783 | 1 467 779 | 2 286 001 | 1 888 489 | 2 315 108 | 2 099 807 | 1 950 071 | 1 668 427 | 1 939 398 | 1 381 409 | 1 744 373 | 1 426 514 | 1 888 569 | -3 091 608 |
| | -11,47% | -8,25% | 55,75% | -17,39% | 22,59% | -9,30% | -7,13% | -14,44% | 16,24% | -28,77% | 26,27% | -18,22% | 32,39% | -263,70% |
| Produits exceptionnels (77+78+79) | 49 027 | 47 705 | 28 611 | 85 659 | 5 323 | 247 625 | 26 301 | 131 653 | 320 313 | 19 902 | 549 117 | 207 653 | 155 229 | 4 101 767 |
| | -94,82% | -2,70% | -40,03% | 199,39% | -93,79% | 4551,79% | -89,38% | 400,56% | 143,30% | -93,79% | 2659,12% | | | |
| Charges exceptionnelles (67+68) | 515 000 | 35 593 | 484 376 | 17 729 | 11 859 | 7 806 | 9 074 | 7 294 | 10 534 | 8 186 | 442 587 | 83 364 | 22 931 | 441 842 |
| | -45,34% | -93,09% | 1260,89% | -96,34% | -33,11% | -34,18% | 16,24% | -19,61% | 44,41% | -22,29% | 5306,50% | | | |
| Financement propre des investissements | 1 133 810 | 1 479 891 | 1 830 236 | 1 956 419 | 2 308 572 | 2 339 626 | 1 967 299 | 1 792 785 | 2 249 177 | 1 393 124 | 1 850 903 | 1 550 804 | 2 020 867 | 492 983 |
| Fin. propre des inve. avec excédent de fct | 2 680 750 | 1 887 206 | 2 527 585 | 2 477 154 | 4 526 995 | 4 213 421 | 2 998 460 | 3 500 865 | 4 271 863 | 4 693 134 | 2 212 314 | 3 763 028 | 4 495 092 | 4 019 771 |
| RECETTES D'INVESTISSEMENT | 2 443 698 | 4 594 132 | 2 330 449 | 4 192 502 | 3 699 176 | 4 601 653 | 5 293 062 | 3 033 875 | 3 733 111 | 2 739 013 | 6 083 269 | 3 332 915 | 2 789 298 | 8 722 915 |
| | -25,13% | 88,00% | -49,27% | 79,90% | -11,77% | 24,40% | 15,03% | -42,68% | 23,05% | -27% | 122% | -16% | -45% | 213% |
| Hors Mouvements d'ordre et RAR | 507 965 | 1 823 982 | 794 215 | 581 193 | 907 588 | 841 824 | 1 267 672 | 761 854 | 1 123 063 | 784 041 | 730 599 | 895 209 | 450 097 | 649 108 |
| | 122,55% | 259,08% | -56,46% | -26,82% | 56,16% | -7,25% | 50,59% | -39,90% | 47,41% | -30,19% | -6,82% | 22,53% | -49,72% | 44,22% |
| Autofinancement global | 5 124 448 | 6 481 338 | 4 858 034 | 6 669 655 | 8 226 172 | 8 815 074 | 8 291 523 | 6 534 739 | 8 004 974 | 7 432 146 | 8 295 583 | 7 095 944 | 7 284 391 | 12 742 686 |
| | -14,91% | 26,48% | -25,05% | 37,29% | 23,34% | 7,16% | -5,94% | -21,19% | 22,50% | -7,16% | 11,62% | | | |
| Emprunts mobilisés 16R | | | | 3 750 000 | 3 500 000 | | | 2 000 000 | 3 000 000 | | 4 000 000 | | | |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 4 802 410 | 5 990 670 | 4 480 795 | 8 201 231 | 9 852 376 | 7 783 912 | 6 589 113 | 6 511 990 | 7 704 963 | 7 070 903 | 9 531 666 | 4 621 718 | 3 757 603 | 10 226 537 |
| | -52,11% | 24,74% | -25,20% | 83,03% | 20,13% | -20,99% | -15,35% | -1,17% | 18,32% | -8,23% | 34,80% | | | |
| Capital de la dette (dette existante) 16D | 1 090 924 | 963 609 | 1 005 936 | 1 014 555 | 890 194 | 1 036 286 | 1 126 275 | 1 017 965 | 1 002 821 | 1 175 302 | 1 241 124 | 1 253 878 | 1 267 156 | 5 236 341 |
| | 26,29% | -11,67% | 4,39% | 0,86% | -12,26% | 16,41% | 8,68% | 17,20% | -1,49% | 17,20% | 5,60% | | | |
| Acquisition et travaux (hors RAR) (20E+204E+21E+23E+13E) | 2 736 852 | 2 491 662 | 2 213 489 | 2 572 044 | 5 405 509 | 4 222 307 | 2 498 393 | 4 483 115 | 4 040 946 | 4 453 265 | 2 984 621 | 2 095 487 | 930 774 | 1 179 421 |
| | -46,52% | -8,96% | -11,16% | 16,20% | 110,16% | -21,89% | -40,83% | 79,44% | -9,86% | 10,20% | -32,98% | | | |
| Résultat de clôture hors RAR | 322 038,49 | 490 669 | 377 239 | 2 218 424 | 1 873 795 | 1 031 162 | 1 702 410 | 2 022 750 | 3 300 011 | 361 243 | 2 763 917 | 2 474 225 | 3 526 788 | 2 516 148 |
| Encours de dette | 7 950 154 | 6 986 462 | 5 980 526 | 8 715 971 | 11 325 777 | 10 289 491 | 9 163 216 | 10 145 251 | 12 142 430 | 10 967 128 | 13 731 184 | 12 477 307 | 11 210 151 | 5 973 810 |
| | -12% | -12% | -14% | 46% | 30% | -9% | -11% | 11% | 20% | -10% | 25% | -9% | -10% | -46,71% |
| Capacité de désendettement (en années) | 5,8 | 4,0 | 2,8 | 3,8 | 4,2 | 3,7 | 4,11 | 4,84 | 4,28 | 6,65 | 6,36 | 6,61 | 4,34 | 6,08 |
| Encours de dette par habitant | 584 | 513 | 439 | 640 | 832 | 748 | 666 | 738 | 883 | 797 | 998 | 922 | 840 | 447 |
| Evolution | -12% | -12% | -14% | 46% | 30% | -10% | -11% | 11% | 20% | -10% | 25% | -8% | -9% | -47% |

B/ Analyse prospective 2022-2026

La présente prospective est construite sur les hypothèses suivantes, à partir de 2023 :

- Hors restes à réaliser
- Hors emprunts nouveaux
- En dépenses de fonctionnement :
 - Charges à caractère général (chapitre 011) : + 1,20% par an
 - Charges de personnel (chapitre 012) : +1,2% par an
 - Autres charges de gestion courante (chapitre 65) : stable
 - Dépenses exceptionnelles (chapitre 67) et atténuations de produits (chapitre 014) : stable
- En recettes de fonctionnement :
 - Subventions et participations (chapitre 74) : stable
 - Fiscalité (TH et TF) : + 1% par an
 - Produits des services, domaines et vente (chapitre 70) : +1% par an.
 - Atténuations de charge (chapitre 013) : stable
- En investissement :
 - La prospective est adossée au Plan Pluriannuel d'Investissement 2021-2026 afin de déterminer les dépenses d'équipement prévisionnelles.
 - Les subventions d'équipement et fonds de concours ne sont pas comptabilisés puisque non notifiés, mais la Ville veille et répond à chaque appel à projet de ses partenaires institutionnels afin de limiter le recours à l'emprunt.

Il en ressort un besoin de financement sur les années 2023 à 2025 (cf. résultat de clôture négatif). Dans ces conditions, la Ville prévoit la possibilité de recourir à l'emprunt, pour un montant estimé à 500 000 € en 2023 et 1 500 000 € en 2024.

Chaque subvention notifiée interviendra en diminution du recours à l'emprunt.

| Analyse des comptes M14 en Euros | ROB 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| RECETTES DE GESTION | 14 548 300 | 14 656 814 | 14 755 182 | 14 854 534 | 14 954 880 |
| | 4,75% | 0,75% | 0,67% | 0,67% | 0,68% |
| Hors Mouvements d'ordre | 14 528 300 | 14 636 814 | 14 735 182 | 14 834 534 | 14 934 880 |
| | 4,76% | 0,75% | 0,67% | 0,67% | 0,68% |
| DEPENSES DE GESTION | 13 874 024 | 14 008 508 | 14 152 190 | 14 297 597 | 14 444 748 |
| | 8,43% | 0,97% | 1,03% | 1,03% | 1,03% |
| Hors Mouvements d'ordre | 13 174 024 | 13 308 508 | 13 452 190 | 13 597 597 | 13 744 748 |
| | 7,15% | 1,02% | 1,08% | 1,08% | 1,08% |
| Excédent brut de fonctionnement | 674 276 | 648 306 | 602 992 | 556 937 | 510 132 |
| | -38,34% | -3,85% | -6,99% | -7,64% | -8,40% |
| Produits financiers (76) | | | | | |
| Charges financières (66) | 120 000 | 100 000 | 105 000 | 115 000 | 110 000 |
| | -29,41% | -16,67% | 5,00% | 9,52% | -4,35% |
| Capacité d'autofinancement | 554 276 | 548 306 | 497 992 | 441 937 | 400 132 |
| | -2,63% | -1,08% | -9,18% | -11,26% | -9,46% |
| Produits exceptionnels (77) | 5 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 |
| Charges exceptionnelles (67) | 36 000 | 15 000 | 15 000 | 15 000 | 15 000 |
| Reprise sur amortissement et provision (78 recette réelle) | | | | | |
| Constitution provision (68 dépense réelle) | 67 000 | | | | |
| Financement propre des investissements | 456 276 | 553 306 | 502 992 | 446 937 | 405 132 |
| Excédent antérieur reporté 002 | 2 516 149 | 2 000 000 | 2 000 000 | 2 000 000 | 2 000 000 |
| Fin. propre des inve. avec excédent de fct (chap. 021) | 2 972 425 | 2 553 306 | 2 502 992 | 2 446 937 | 2 405 132 |
| RECETTES D'INVESTISSEMENT | 3 313 607 | 1 360 000 | 1 160 000 | 1 160 000 | 1 160 000 |
| | -61% | -59% | -15% | 0% | 0% |
| Hors Mouvements d'ordre et RAR | 333 831 | 560 000 | 360 000 | 360 000 | 360 000 |
| | -93% | 68% | -36% | 0% | 0% |
| Autres (dont 1068 excédent fct capitalisé) | 1 503 622 | | | | |
| Excédent reporté (001) | | | | | |
| Autofinancement global | 6 286 032 | 3 913 306 | 3 662 992 | 3 606 937 | 3 565 132 |
| | -49,42% | -37,75% | -6,40% | -1,53% | -1,16% |
| Emprunts mobilisés 16R | | | | | |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 6 286 032 | 4 260 000 | 5 085 000 | 3 785 000 | 2 835 000 |
| | -49,42% | -32,23% | 19,37% | -25,57% | -25,10% |
| Capital de la dette (dette existante) 16D | 850 000 | 850 000 | 875 000 | 925 000 | 975 000 |
| | -83,81% | 0,00% | 2,94% | 5,71% | 5,41% |
| Opérations pour compte de tiers (45) | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 |
| Acquisition et travaux (hors RAR) (20E+204E+21E+23E+13E) | 3 096 256 | 3 250 000 | 4 050 000 | 2 700 000 | 1 700 000 |
| | -17,24% | 4,97% | 24,62% | -33,33% | -37,04% |
| Déficit reporté (001) | 909 796 | | | | |
| Résultat de clôture | 0 | -346 694 | -1 422 008 | -178 063 | 730 132 |